

# L'échec entrepreneurial : Une approche qualitative

Ahmed ABRIANE<sup>1</sup>, Abdelkrim AAZZAB<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Ahmed ABRIANE Enseignant chercheur FSJES – Agadir. a.abriane@uiz.ac.ma

<sup>2</sup> Abdelkrim AAZZAB Doctorant en sciences économiques FSJES – Marrakech. a.aazzab@gmail.com

## Résumé :

*L'étude de l'échec entrepreneurial peut être opérée sur plusieurs niveaux, en examinant le mode organisationnel de l'entreprise et son environnement concurrentiel et managérial [1.2]. Ainsi, les outils techniques employés sont divers et se partagent entre outils traditionnels simples et outils sophistiqués, et les travaux induits sont basés sur des variables quantitatives et qualitatives afin d'expliquer et de prédire le risque de l'échec entrepreneurial [3.4].*

*L'objectif de cet article est d'analyser la défaillance des entreprises au Maroc selon la vision des gestionnaires en se basant sur les facteurs, à caractère qualitatif relevant de l'environnement managérial de l'entreprise. L'objectif est de vérifier l'hypothèse selon laquelle le risque de défaillance est proportionnel au degré de « myopie » de l'entreprise au niveau organisationnel et de gestion. De ce fait, notre démarche d'investigation consiste à évaluer le risque de défaillance auprès d'un échantillon de quatre-vingt entreprises défaillantes identifiées auprès des tribunaux de commerce de Marrakech et Agadir.*

**Mots-clés :** Echec entrepreneurial, environnement managérial de l'entreprise, analyse qualitative, analyse en composantes multiples.

## I. INTRODUCTION

L'environnement concurrentiel [5], la structure organisationnelle [6] et le mode de management de l'entreprise [7.8] constituent un champ d'investigations empiriques assez riche pour analyser et expliquer l'échec entrepreneurial [9]. En effet, la compétence de l'équipe managériale, le niveau de la qualité et de la motivation sont autant de facteurs qui ont mis la lumière sur la défaillance d'entreprises [10.11]. Conan et Holder (1979) [7] montrent, dans une étude réalisée en France que l'incompétence des dirigeants a un impact direct sur la défaillance d'entreprise. Cette incompétence peut s'expliquer, selon ces deux auteurs, par le vieillissement du chef ou par la carence du

pouvoir, par la direction d'une personne inapte ou mal préparée ou encore par l'incapacité du dirigeant à maîtriser les mutations de l'entreprise et de son environnement.

D'autres études, telles que celles réalisées sur des échantillons des PME [12.13.14.15] montrent que les variables personnelles traduisent les causes profondes de l'échec entrepreneurial.

Dans ce sens, Lamontagne et Thirion (2000) [16] ont démontré que l'âge des dirigeants-créateurs ainsi que leurs aptitudes personnelles sont des variables déterminantes dans la survie de l'entreprise. En effet, ceux ayant plus de cinquante ans ont deux chances sur trois de voir leurs entreprises survivre plus de trois ans [17]. Francoz et Bonneau (1995) [18] aboutissent à la même conclusion et soulignent que le créateur qui réussit le mieux est précisément âgé entre 40 à 49 ans. Fabre et Kerjosse (2006) [18] confirment ce résultat pour les nouveaux entrepreneurs ayant de 30 à 40 ans qui réussissent 1,5 fois mieux que ceux ayant moins de 30 ans.

L'âge des firmes est également un facteur important de la défaillance. En effet, comme l'indique l'étude statistique de Combier et Blazy (1997) [20], les jeunes entreprises restent très vulnérables et peuvent être menacées par la défaillance. Ce résultat est confirmé par de nombreuses études telles que celle menée par l'INSEE<sup>1</sup> et celle réalisée par l'observatoire des

---

<sup>1</sup>Voir document n°16, juillet 2012,  
([http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/guadeloupe/themes/antiane\\_echos/a\\_echos16/Aechos\\_16\\_ga.pdf](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guadeloupe/themes/antiane_echos/a_echos16/Aechos_16_ga.pdf))

## Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

défaillances de COFACE<sup>2</sup> sur des données françaises. Ainsi, les entreprises familiales [21], les entreprises non cotées et les sociétés dont la forme juridique prévoit une responsabilité des associés limitée aux apports sont les plus touchées par la défaillance que les autres entreprises [22.23].

Alors, les caractéristiques personnelles du chef d'entreprise (statut, âge, niveau d'instruction, expérience, antécédent, attitudes), celles de l'entreprise elle-même ainsi que les pratiques de gestion jouent un rôle important dans l'explication de l'échec entrepreneurial [24]. Nous pouvons avancer comme hypothèse que le risque de l'échec entrepreneurial est proportionnel au degré de « myopie » de l'entreprise au niveau organisationnel et de gestion [25].

### II. DONNEES ET METHODOLOGIE

Pour infirmer ou confirmer cette hypothèse nous nous sommes basés sur des données primaires collectées par un questionnaire administré auprès des chefs et/ou dirigeants des entreprises défaillantes déjà identifiées auprès des tribunaux de commerce de Marrakech et Agadir.

Il s'agit ici d'évaluer le risque de défaillance à travers une analyse des données qualitatives par l'analyse des correspondances multiples (ACM) qui représente la méthode la plus répandue pour étudier les observations qualitatives [26.27.28]. Cette méthode décrit les relations deux à deux entre p variables qualitatives à travers une représentation des groupes d'individus correspondant aux diverses modalités [29].

Elle consiste à retranscrire les données qualitatives, à se donner une grille d'analyse, à coder les informations recueillies et à les traiter. Il s'agit donc de faire une quantification des

écarts observés à la situation d'indépendance, de repérer les axes selon lesquels ces écarts s'organisent majoritairement.

Pour constituer notre échantillon, Nous avons d'abord commencé par l'identification des entreprises défaillantes auprès du secrétariat greffe du tribunal de commerce de Marrakech et Agadir. Par entreprise défaillante on entend celle ayant connue l'ouverture d'une procédure judiciaire de redressement ou de liquidation sur la période de 2009 à 2014. Le choix de cette période est motivé par la simple raison de la disponibilité des données et la possibilité de contacter les entreprises qui sont encore en activité. Il est à signaler qu'il n'est pas évident d'avoir des données auprès du tribunal de commerce, c'est une démarche qui demande du temps et de l'argent, de la diplomatie, des réseaux sociaux et beaucoup de patience.

Nous avons pu identifier cent quarante-trois (143) entreprises au départ, dont cent sept (107) sont encore en activité. Ensuite, l'enquête est réalisée auprès de quatre-vingt-sept (87) entreprises dont sept questionnaires ont été rejetés. Les vingt autres entreprises sont soit elles refusent de répondre aux questions, soit qu'on n'a pas pu les contacter par absence de coordonnées ou pas changement d'adresses. Enfin, l'échantillon final est construit de quatre-vingt (80) entreprises.

Les entreprises qui composent notre échantillon sont de différentes tailles et de différents secteurs d'activité. Ainsi, il est à signaler que nous n'avons adopté aucun critère d'échantillonnage et aucune condition de choix en raison du nombre réduit des entreprises identifiées. La décomposition de l'échantillon en termes de formes juridiques et des secteurs d'activité est présentée dans le tableau croisé suivant :

<sup>2</sup>Voir les publications économiques de COFACE, observatoire des créations et défaillances (2010), (<http://www.pharmaciens-cotedor.com/assets/files/Infos%20professionnelles/coface-observatoire-creations-defaillances.pdf>).

## Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

**Tableau I : Répartitions de l'échantillon des entreprises enquêtées selon leur forme juridique et secteur d'activités**

III. RESULTATS

Secteurs d'activités	Commerce	Services	BTP	Industries	Total
Forme juridique					
SA	3	4	1	4	12
SARL	19	27	4	8	58
SARLAU	3	4	0	2	9
SNC	0	0	1	0	1
Total	25	35	6	14	80

Le choix de plusieurs secteurs est motivé par le fait que le nombre des entreprises défaillantes reste limité sur les régions de Marrakech et d'Agadir. Ainsi, le choix de ces régions permet d'identifier, auprès des tribunaux de commerce, les entreprises défaillantes, c'est-à-dire ayant connu l'ouverture d'une procédure judiciaire de redressement ou de liquidation. Egalement, il nous a permis de savoir les causes des jugements relatifs à l'ouverture de la procédure. C'est enfin une question de proximité et d'optimisation des ressources.

Pour la sélection des indicateurs explicatifs de l'échec entrepreneurial, il s'agit de signaler que, l'ensemble des entreprises construisant notre échantillon sont des entreprises défaillantes ayant vécues une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. L'objet de ce travail est d'identifier les facteurs communs explicatifs de la défaillance des entreprises.

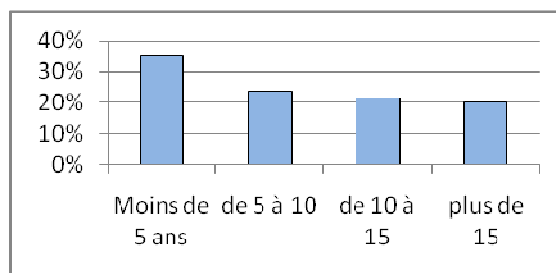
Comme variables explicatives, nous avons retenu celles qui décrivent les caractéristiques personnelles du chef d'entreprise (statut, âge, niveau d'instruction, expérience, antécédent, attitudes), celles qui caractérisent l'entreprise elle-même (structure d'actionnariat, forme juridique, secteur d'activité, âge, taille) et celles qui expliquent les pratiques de gestion (structure, mode de management, fixation des objectifs...).

### 3.1 Résultats descriptifs

#### 3.1.1 Variables qui caractérisent le propriétaire et/ou dirigeant de l'entreprise

Notre échantillon est composé de 85% des hommes et 15% des femmes. Les tranches d'âges présentent presque les mêmes fréquences autour de 30% sauf pour la première tranche (moins de 25 ans) qui présente seulement une fréquence de 10%. Cela ne signifie pas que les entreprises dirigées par les jeunes connaissent moins de défauts, mais plutôt le nombre de ce type d'entreprises qui est très faible dans la population globale des entreprises.

Ainsi, 55% des dirigeants sont mariés et 31% sont encore célibataires. Plus de 57% d'eux disposent de plus de 14 ans d'expérience professionnelle, 33% ayant entre 6 et 13 ans d'expérience et 10% ayant moins de 5 ans d'expérience professionnelle.



**Figure 1: Fréquence des entreprises défaillantes selon le nombre d'années en tant que dirigeant et/ou propriétaire**

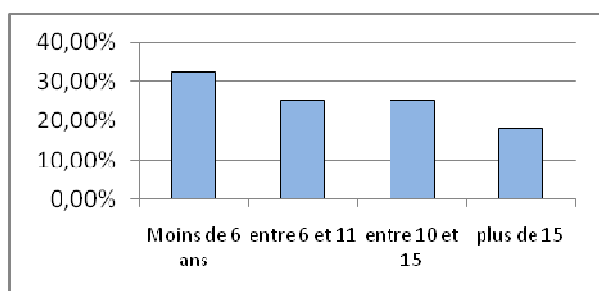
En termes de nombre d'années en tant que propriétaire et/ou dirigeant, la figure 1 présente les résultats calculés. Elle montre que le nombre des entreprises défaillantes diminue au fur et à mesure que le nombre d'années en tant que propriétaire et/ou manager augmente. En effet, 35% des entreprises défaillantes sont dirigées par des personnes ayant moins de 5 ans en poste de manager. Ce taux n'est que de 20% pour les managers ayant plus de 15 ans dans ce poste.

## Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

Au niveau de la formation, 20% des enquêtés sont non scolarisés, 45% ayant un niveau primaire ou secondaire, 17,5% ayant suivi une formation professionnelle et 15% une formation supérieure (6,5% de non réponse). Ainsi, parmi les dirigeants ayant suivi une formation professionnelle ou supérieure, 48% ont opté pour l'économie et/ou gestion, 4% pour le droit, 28% pour la technique et 20% ont opté pour d'autres formations.

### 3.1.2 Variables qui caractérisent l'entreprise

L'échantillon étudié est composé de 15% des entreprises de la forme SA, 72,5% de la forme SARL, 11,3% de la forme SARLUA et 1,3% de la forme SNC. 31% de ces entreprises opèrent dans le secteur de commerce, 44% dans les services, 8% dans le BTP et 18% dans l'industrie. L'effectif moyen des salariés dans cet échantillon est de 41 salariés avec un minimum de 3 salariés et un maximum de 205 salariés.



**Figure 2 : Fréquence des entreprises défaillantes selon le nombre d'années d'existence**

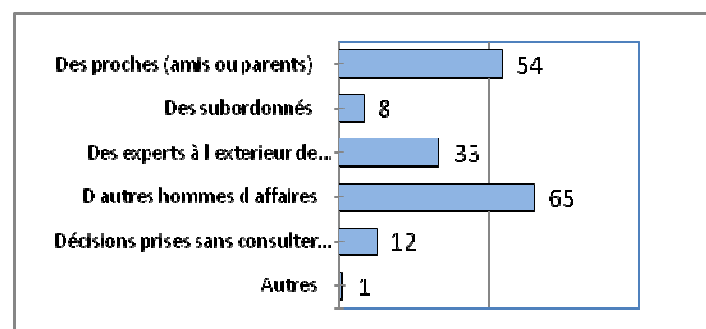
En termes d'analyse de la défaillance selon l'âge de l'entreprise, la figure 2 montre que les entreprises vulnérables sont celles ayant moins de 6 ans d'existence avec une fréquence de 32,6%. Ainsi, plus l'âge de l'entreprise augmente, plus elle a des chances d'être saine. En effet, les entreprises ayant plus de 15 ans d'existence ne présentent que 17,90% des entreprises défaillantes.

### 3.1.3 Variables qui caractérisent les pratiques de gestion

Dans notre échantillon, nous constatons que dans 45% des entreprises se trouvent des associés qui assument des tâches et/ou des responsabilités. Ainsi, 76% des entreprises enquêtées affirment l'existence d'au moins un membre de la famille en tant qu'associé ou employé.

En ce qui concerne le management, 59% des entreprises affirment l'existence d'un organigramme descriptif de la structure. Seules 27% d'entre elles ne disposent pas d'un cahier de procédures. Cependant, 73% des entreprises qui ne disposent pas d'un organigramme, ne détiennent pas également ce cahier de procédures. De plus, la moitié de l'échantillon étudié confirme la mise en place d'une planification et d'une fixation des objectifs. Ces derniers sont fixés prioritairement en termes de profit, ensuite en termes de chiffre d'affaire, après en termes de coûts et enfin en termes de production.

Les décisions stratégiques sont prises principalement en consultant d'autres hommes d'affaires, vient ensuite les proches (amis, famille et parents) et enfin en consultant des experts à l'extérieur de l'entreprise. Nous trouvons qu'il est rare que le manager décide sans consulter d'autres personnes ou en consultant des subordonnés.

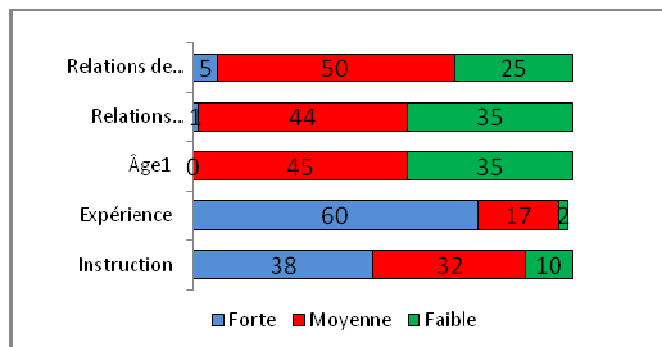


**Figure 3 : Procédures de prises de décision**

Dans les procédures de recrutement, ces entreprises donnent plus d'intérêt premièrement à l'expérience, ensuite aux relations d'affaires et

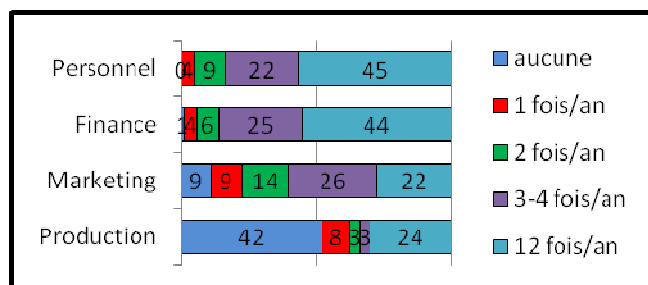
## Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

aux relations familiales et enfin au niveau d'instruction. L'âge apparaît moins important.



**Figure 4 : Niveau d'importance donné aux critères de recrutement**

Ces entreprises affirment l'existence d'un contrôle qui donne plus d'intérêt à la finance et aux personnels. Cependant, le contrôle de la production apparaît moins important. Cela peut être expliqué par notre échantillon qui est composé de 75% des entreprises opérant dans le commerce et les services.



**Figure 5 : Fréquence de contrôle des activités des entreprises enquêtées**

Toutefois, 55% des entreprises affirment la réalisation d'un profit négatif sur les trois dernières années. Ces entreprises ont toutes répondu affirmativement aux déclarations juridiques dans le délai légal (dépôt de bilan, règlement d'impôts et taxes...). En revanche, 14% de celles n'ayant pas enregistré un profit positif sur les trois dernières années, ne respectent pas les délais légaux des déclarations juridiques.

### 3.2 Analyse des correspondances multiples (ACM)

Notre démarche consiste, dans un premier temps, à réduire le nombre de facteurs initiaux dans un processus itératif afin de conserver ceux qui contribuent à l'amélioration du coefficient de Cronbach qui représente une mesure de la cohérence interne d'une échelle construite à partir d'un ensemble d'items. Dans un deuxième temps, il s'agit d'interpréter les axes factoriels en se basant sur les contributions. Et, dans un troisième temps, elle consiste à déterminer des groupes de modalités en se basant sur le critère de proximité entre elles.

Comme résultats, le tableau 2 montre que l'alpha de Cronbach qui mesure le degré de fiabilité des questions posées lors de l'entretien est d'une valeur moyenne de 0,77, il est supérieur à 0,7, alors les questions administrées contribuent fortement à l'explication de la défaillance d'entreprises. Ainsi, le plan factoriel constitué des axes 1 et 2 représente 56,2 % de l'inertie. En d'autres termes, la représentation des facteurs explicatifs de la défaillance dans ce plan conserve près de 56,2 % de l'information.

**Tableau II : Résultats de l'ACM**

Facteurs	Alpha de Cronbach	Variance expliquée		
		Total (valeur propre)	Inertie	% de la variance Expliquée
1	0,81	4,00	0,33	33,40
2	0,69	2,73	0,22	22,79
Total		6,74	0,56	
Moyenne	0,76 <sup>a</sup>	3,37	0,28	28,10

Les variables qui participent le plus à la formation de l'axe (ce sont celles qui ont une grande coordonnée en valeur absolue sur l'axe.) en calculant la contribution de ces variables à l'inertie de cet axe. On retient pour l'interprétation les variables dont la contribution est supérieure à la contribution moyenne ; dans notre cas, cette contribution moyenne est de 8,33% (100/12, 12 c'est le nombre de variables conservées).

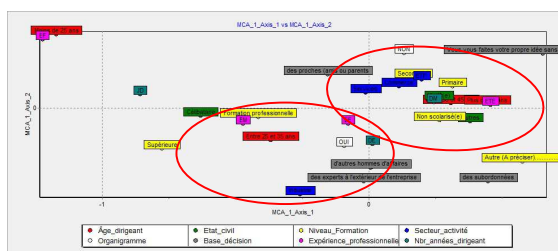


## Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

Ces résultats montrent que les variables qui contribuent à la formation du premier axe sont l'âge du dirigeant (21,33%), l'Etat civil (14,52%), le niveau de formation (13,28%), le niveau d'expérience professionnelle (21,42%) et le nombre d'années en tant que dirigeant (14,11%). Ces cinq variables contribuent à la formation de 85% du premier axe.

Pour le deuxième axe, les variables à retenir sont le secteur d'activité (14,11%), la présence d'un organigramme dans l'entreprise (18,34%), et la base de la prise de décision (22,32%). Ces trois variables contribuent à la formation du deuxième axe à hauteur de 55%.

La projection des modalités sur un espace à deux dimensions se fait dans le but que le graphique obtenu reproduise le maximum de corrélations existantes entre les groupes de variables. Ainsi, pour éviter d'intégrer des modalités non significatives dans l'analyse, les réponses manquantes ainsi que les modalités faibles (moins de 8,33% de contribution) ont été exclues de l'analyse. Les résultats de la projection des modalités sont présentés dans la carte des modalités présentée dans la figure 6.



**Figure 6 : Carte des modalités (analyse ACM)**

La carte des modalités présente deux classes des entreprises défaillantes. La première classe est composée des entreprises industrielles dirigées par des jeunes dirigeants, généralement des célibataires, âgés de 25 à 35 ans et ayant suivi des formations professionnelles ou supérieures. Ces dirigeants ont un niveau d'expérience qualifié de moyen à élevé, c'est-à-dire de 5 à 15 ans. Cependant, pour le nombre d'années en tant que dirigeant et/ou propriétaire, ils disposent

seulement de 1 à 4 ans. Ainsi, lors de la prise des décisions complexes, ils demandent de l'aide auprès des experts à l'extérieur de l'entreprise ou auprès des autres hommes d'affaires. En outre, ces entreprises disposent en général d'un organigramme descriptif de l'activité.

La deuxième classe est composée des entreprises qui opèrent dans les secteurs du commerce, du service et du BTP. Ces entreprises sont dirigées par des personnes généralement mariées, âgées de plus de 36 ans ayant suivi une faible formation, primaire ou secondaire, ou non scolarisées. Ces dirigeants, disposent d'un niveau d'expérience professionnelle très élevé, plus de 15 ans, et se basent sur des proches (amis ou parents) lors de la prise des décisions complexes. Ainsi, ces entreprises affirment la non-présence d'un organigramme descriptif de l'activité.

## IV. DISCUSSION ET ENSEIGNEMENTS

L'analyse de l'enquête auprès des dirigeants et/ou propriétaires permet de relever les enseignements suivants :

L'analyse montre que la majorité des entreprises sont à caractère familial. Ce caractère peut être considéré comme un signe de défaillance dans le cas de la présence du népotisme et dans le cas où la procédure de recrutement des membres de famille ne respecte pas les conditions liées au niveau d'instruction et au niveau d'expérience. Aussi, la plupart des entreprises fixent leurs objectifs principalement par rapport au profit, ce qui limite la taille de l'entreprise et ignore la croissance.

En outre, même si plus de la moitié des entreprises affirment l'existence d'un organigramme descriptif de la structure, l'absence des cahiers de procédure et donc la définition claire des tâches et des responsabilités peuvent être considérés comme des symptômes d'une mauvaise organisation des entreprises. Pareillement, l'absence des politiques

## Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

commerciales justifiée par un faible contrôle du marketing reflète l'ignorance d'une veille commerciale qui permet de mieux apprécier le dynamisme du marché. Ce qui peut être dangereux pour l'entreprise principalement avec la déconfiture d'un client important ou avec l'apparition d'un concurrent agressif.

Or, la déclaration d'un profit négatif sur trois exercices consécutifs est une condition suffisante pour montrer la défaillance d'une entreprise. En effet, plus de la moitié des entreprises enquêtées affirment ce constat.

A l'exception de ces résultats, l'enquête permet de dire que la majorité des entreprises enquêtées disposent en général de tous les ingrédients qui marquent la bonne organisation et le bon management. Cependant, toutes les entreprises enquêtées sont en état de défaillance. Alors, comment expliquer cette contradiction ?

La réponse est très simple. En effet, la plupart des dirigeants ont essayé de maquiller la situation réelle et de présenter une bonne image de l'entreprise. Ce constat peut être confirmé informellement par les contradictions et les confusions relevées lors de l'enquête, et formellement par une question de contrôle, qui permet de savoir si l'entreprise a vécu des difficultés ayant fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, dont seulement 6 sur 80 ont avoué.

### V. CONCLUSION

L'objectif de notre enquête consistait à analyser l'échec entrepreneurial et la défaillance des entreprises marocaines des régions de Marrakech et Agadir par des facteurs relatifs à la structure de l'entreprise, à son management, à son organisation et aux caractéristiques personnelles du dirigeant et/ou propriétaire. Cela a permis enfin de déceler des signaux annonciateurs de défaut chez ces entreprises malgré les réponses

des enquêtes cherchant de cacher des réalités sous-jacentes.

Cependant, cette étude présente des limites. En effet, le nombre réduit des entreprises, la méthode de collecte des données utilisée et l'hétérogénéité de l'échantillon choisi rendent inutile d'extrapoler nos résultats sur un secteur particulier, sur une classe d'entreprises particulière ou sur d'autres régions économiques.

### REFERENCES

- [1] S. Mignon (2009), « La pérennité organisationnelle: un cadre d'analyse ». Revue Française de Gestion, vol 2, n°192, pp.75-89.
- [2] W. Madani et W. Khelif (2010), « Effets de la structure de propriété sur la performance des entreprises tunisiennes ». La Revue des Sciences de Gestion, n°243-244, p. 63-70.
- [3] L. Lelogeais (2004), « Le rôle des variables qualitatives dans la détection précoce du risque de défaillance ». 13ème conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique. Normandie. Vallée de Seine.
- [4] M. Daubie et al. (2005), « Utilisation de variables non financières dans le cadre de la prédiction de faillite d'entreprises de moins de cinq ans : une approche multicritère pour le cas belge », GET/ENST, Bretagne, pp. 68-82.
- [5] M. J. Hitch (2000), « Théorie des organisations », DeBoeck Université, Paris/Bruxelles.
- [6] T. Burns et G. M. Stalker (1961), « The management of innovation ». [London], Tavistock Publications.
- [7] J. Conan et M. Holder (1979), « Analyse des Causes de faillite des P.M.I. ». In daigne (1984), "Dynamique de redressement d'entreprises". Edition des Organisations, 1984.
- [8] M. S. Cardon, C. E. Stevens et D. R. Potter (2009), « Misfortune or mistakes? Cultural sensemaking of entrepreneurial failure ». Journal of Business Venturing, 05527, 1-14.
- [9] N. Levratto (2011). « Les défaillances des entreprises. Étude sur données françaises entre 2000 et 2010 ». Regards sur les PME, n° 21. Paris, Oséo-La Documentation Française.
- [10] H. Ooghe et S. DE Prijcker (2006), "Failure processes and causes of company bankruptcy: a typology", Working Paper Series, Vlerick Leuven Gent Management School.

## Revue de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation

- [11] H.Ooghe et N. Waeyaert (2004), « Oorzaken van falen en falingspaden: Literatuuroverzicht en conceptueel verklaringsmodel », *Economisch en Sociaal Tijdschrift*, Vol. 57, n°4, pp. 367-393.
- [12] J.G. March et H.A. Simon (1964), *Les Organisations: Problems Psycho-sociologiques*. French translation of the book *Organizations*. J.C. Rouchy, trans. Paris: Dunod.
- [13] K. B. Mayer et S. Goldstein (1961), « The First Two Years: Problems of Small Firm, Growth and Survival ». *Small Business Administration*, p. 120.
- [14] N. Crutzen et D. Van Caillie (2009), « Vers une taxonomie des profils d'entrée dans un processus de défaillance : un focus sur les micro- et petites entreprises en difficulté ». *Revue Internationale PME*, 22,1, 101-128.
- [15] N. Crutzen et D. Van Caillie (2010), « Towards a taxonomy of explanatory failure patterns for small firms : a quantitative research ». *Review of Business and Economics*, 55(4), 438-463.
- [16] E. Lamontagne et B. Thirion (2000), « Les facteurs de survie, les qualités du projet priment sur celles du créateur ». *Insee Première*, n°703.
- [17] C. Lalonde et G. D'Amboise (1985), « Le propriétaire-dirigeant failli: les éléments d'un profil », *Revue PMO*, 1, pp. 5-11.
- [18] D. Francoz et J. Bonneau (1995), « Profil du créateur et survie de l'entreprise », *Insee Première*, n°372, avril.
- [19] V. Fabre et R. Kerjosse (2006), « Nouvelles entreprises, cinq ans après : l'expérience du créateur prime sur le diplôme ». *Insee Première*, n°1064, 4p.
- [20] R. Blazy et J. Combier (1997), « La défaillance d'entreprise : Causes économiques, traitement judiciaire et impact financier », *INSEE Méthodes* n° 72-73, *Economica*, Paris.
- [21] M.C. Barbot et M. Bayad (2002), « Proposition d'un modèle de succession dans les PME familiales : étude de cas exploratoire de la relation père-fille ». 6ème Congrès International Francophone sur la PME, 24-26 Octobre, Montréal, Canada.
- [22] O. Pastré (1997), « Gouvernement d'entreprise : la fin de l'exception française », in A. Pezard, J.M. Thiveaud (Éds), *Corporate governance : les perspectives internationales*, Montchrestien.
- [23] X. Brédart (2014), « Les symptômes de la faillite: le cas de la Belgique ». *L'Actualité économique*, 90(2), 105-119.
- [24] E.G. Flamholtz et Z. Aksehirli (2000), « Organizational Success and Failure: An Empirical Test of a Holistic Model ». *European Management Journal*, 18(5), 488-498.
- [25] G. Bertrand (2010), « Facteurs de survie des jeunes entreprises en France : une approche intersectorielle ». Doctorat en Sciences de Gestion, Université Montpellier 1, 357p.
- [26] A. Mucchielli (1991), *Les méthodes qualitatives*, Paris, PUF Que sais-je ?
- [27] P. Paille (2006), *La méthodologie qualitative : postures de recherche et travail de terrain*, Paris : A. Colin.
- [28] P. Paille et A. Mucchielli (2003), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris : A. Colin.
- [29] Y. Renisio et R. Sinthon (2014), « L'analyse des correspondances multiples au service de l'enquête de terrain », *Genèses* 4/2014 (n° 97), p. 109-125.